



Liminaire CGT CSAL 21 novembre

Monsieur le président,

nous nous interrogeons en préparant ce CSAL sur le sens et l'utilité de cette séance. En effet, les sujets à aborder sont peu nombreux et surtout très éloignés des préoccupations actuelles des collègues.

Nous allons donc lister quelques « irritants » comme on dit dans la novlangue managériale :

- Sous effectifs et inflation du recours aux contractuels
- Suppression de la GIPA
- Nouvelles suppressions d'emplois en 2025
- Généralisation du RIFSEEP pour les cadres
- recrutement uniquement au choix pour les cadres qui empêchera notamment le rapprochement familial
- gel des rémunérations et carrières de moins en moins attractives
- dégradation généralisée des missions sans que ça ne bouge un cil aux « décideurs »
- perte de sens et souffrance au travail
- annonce de trois jours de carence et de la baisse de la prise en charge à 90 %
- un ministre qui fait du bashing anti fonctionnaires et veut achever le statut de la Fonction publique et le secteur public.

Et en réponse, nos revendications :

La CGT Finances Publiques continue de porter les revendications légitimes des agent·e·s fortement exprimées dans les mobilisations, dans les réponses de l'observatoire interne, au quotidien dans les services, dès que la parole leur est donnée :

- Pour un service public efficace, au service de la population et de proximité, la réimplantation des services de la DGFIP partout sur le territoire avec le retrait du plan dit « Nouveau Réseau de Proximité » ;
- Pour le renforcement des droits et garanties, des règles d'affectation de mutation et de promotion dignes des agent·e·s avec l'abrogation de la loi de transformation de la fonction publique ;
- Pour le partage et la diminution du temps de travail au quotidien et tout au long de la vie avec la semaine de 32h, l'abrogation de la réforme des Retraites et un retour à la retraite à 60 ans ;

- Pour l'augmentation de la valeur du point d'indice et le rattrapage du pouvoir d'achat perdu ;
- Pour la suppression du jour de carence ;
- Pour une compensation intégrale, pérenne, de la CSG et une augmentation immédiate du pouvoir d'achat ;
- Pour des créations d'emplois à la hauteur d'un service public de la DGFIP essentiel et au cœur du financement de l'État ;
- Pour l'arrêt de tous les projets de restructurations ;
- Pour la réintégration au sein de la DGFIP des missions d'entretien et de propreté ;
- Pour l'augmentation des budgets de fonctionnement ;
- Pour le maintien de toutes ses missions à la DGFIP et leur renforcement ;
- Pour une amélioration réelle des conditions de vie au travail ;
- Pour la résorption de l'emploi précaire, un plan de titularisation des agent·e·s contractuels ;
- Pour des rémunérations de fonctionnaires sans concurrence ni au mérite et la non-application du RIFSEEP ;
- Pour le respect plein et entier de la démocratie sociale, du syndicalisme, de son rôle de représentation des agent.es et de ses moyens de fonctionnement et d'intervention ;
- Pour le retrait des projets de développement de l'Intelligence Artificielle dès lors qu'ils se font au détriment des emplois, des conditions de travail et de la qualité de service ;
- L'arrêt du déploiement d'applicatifs non aboutis qui mettent les services sous pression ;
- Pour une réelle politique de résorption des inégalités femmes hommes à la DGFIP et l'allocation de moyens dédiés ;
- Pour un environnement de travail non sexiste et non violent.

Nous appelons aux mobilisations du 25 novembre contre les VSS, du 05 décembre pour la Fonction Publique et du 12 décembre pour l'emploi industriel et les services publics.